

Kenya/Présidentielle du 26 octobre

La Cour suprême clarifie le rôle de la commission électorale

AFP
Nairobi/Kenya

La haute juridiction veut limiter les risques de falsification des résultats au sein de l'IEBC et renforcer son propre contrôle sur la sincérité du scrutin.

LA Cour suprême du Kenya, qui a invalidé le 1er septembre la réélection du président sortant Uhuru Kenyatta, a clarifié hier le rôle de la Commission électorale (IEBC) dans la vérification et l'annonce des résultats du nouveau scrutin prévu le 26 octobre. Dans une réponse aussi argumentée que cinglante à une requête de l'IEBC, la plus haute juridiction du Kenya a expliqué qu'il était du devoir du chef de la Commission de vérifier l'exactitude des résultats, mais que si des incohérences apparaissaient, il ne

pouvait pas les corriger lui-même et devait en saisir la Cour suprême.

Cette décision limite la possibilité de falsification des résultats au sein de la Commission électorale et vient renforcer un peu plus le contrôle de la Cour suprême sur la sincérité du scrutin.

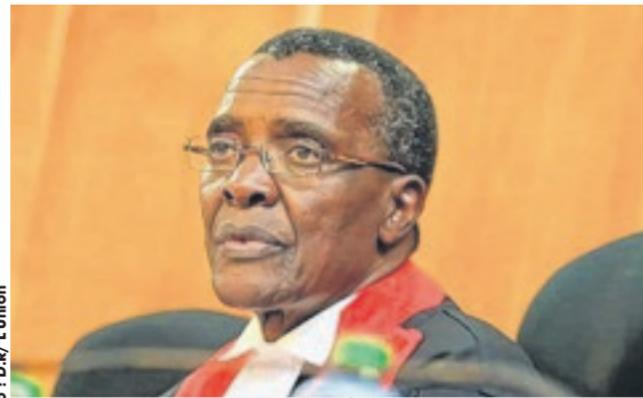
Au Kenya, les résultats de la présidentielle sont le fruit d'une compilation de ceux des 290 circonscriptions du pays, eux-mêmes calculés à partir des résultats publiés dans les bureaux de vote. Dans sa requête, l'IEBC demandait à la Cour suprême la marche à suivre si, après avoir vérifié le résultat d'une circonscription, celui-ci ne coïncidait pas avec l'addition des résultats des bureaux de vote de cette même circonscription.

La Commission électorale "ne peut corriger des erreurs identifiées dans les

procès-verbaux 34B (ceux venant des circonscriptions), ou modifier ces formulaires 34B s'ils diffèrent des résultats contenus dans les procès-verbaux 34A (ceux des bureaux de vote)", selon le jugement lu hier par la juge Philomena Mwili, numéro 2 de la Cour Suprême.

En cas d'incohérences constatées pendant le travail de vérification des résultats, le "devoir" du chef de l'IEBC consiste "à attirer l'attention" du public, des observateurs électoraux et des candidats et à "laisser la résolution de ces difficultés à (...) la Cour suprême", seule habilitée à trancher le contentieux lié à une élection présidentielle.

La Cour suprême a rappelé hier que ce qu'elle avait reproché à l'IEBC et son chef Wafula Chebukati au sujet du scrutin du 8 août, était "la décision de déclarer des résultats qui n'avaient pas



La Cour suprême, présidée par David Maraga, attend de la commission électorale qu'elle la saisisse en cas d'incohérences au sujet des résultats du scrutin à venir.

été confrontés aux résultats des procès-verbaux des 40 883 bureaux de vote".

La Cour avait notamment tancé l'IEBC pour avoir proclamé la victoire de M. Kenyatta, avec 54,27% des voix, sur la foi de procès-verbaux à l'authenticité douteuse émanant de plusieurs circonscriptions du pays et sans avoir de surcroît vérifié l'ensemble des

procès-verbaux des bureaux de vote.

Une nouvelle élection a été fixée au 26 octobre mais le leader de l'opposition Raila Odinga a annoncé son retrait de la course - qu'il n'a toutefois pas encore formalisé - estimant que l'IEBC n'avait pas conduit les réformes nécessaires susceptibles de garantir un scrutin équitable.

Etats-Unis/Politique

Le ton monte entre Trump et McCain

AFP
Washington/Etats-Unis

APRES un vif échange avec Bob Corker la semaine dernière, Donald Trump s'en est pris avec virulence hier à un autre sénateur républicain, John McCain, le menaçant d'une riposte terrible après ses propos critiques de la veille.

"Certains devraient faire attention parce qu'à un certain moment, je riposte", a lancé le président américain, interrogé sur les déclarations du sénateur de l'Arizona.

"Je suis très, très gentil. Mais à un certain moment, je riposte, et cela ne va pas être beau à voir", a-t-il ajouté sur la radio WMAL.



Photo : AFP

Excédé par ses critiques, le président Donald Trump est prêt à montrer les dents contre le sénateur John Mc Cain...

"J'ai été confronté à des défis autrement plus difficiles", a répondu peu après M. McCain, vétéran du Vietnam qui fut torturé dans les geôles de Hanoï.

Dans un discours prononcé à Philadelphie lundi soir, le républicain de 81 ans, figure du Sénat où il siège depuis 1986, a décoché, sans le nommer, une série de

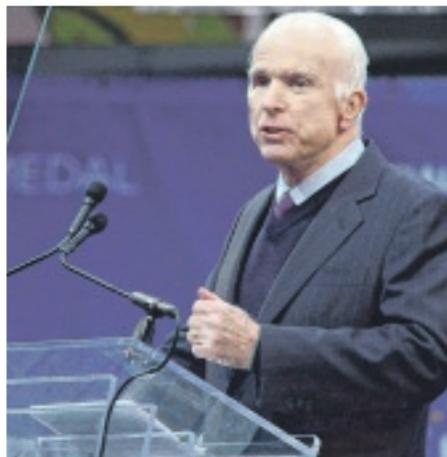


Photo : AFP

... Mais ce dernier assure avoir été confronté "à des défis autrement plus difficiles."

flèches aiguisées au président américain avec lequel il a déjà eu des échanges tendus par le passé. M. McCain a en particulier mis en garde contre la ten-

tation de "refuser l'obligation de leadership sur la scène internationale au nom d'un nationalisme bancal conçu par des gens qui préfèrent trouver des boucs émissaires que de résoudre les problèmes".

Au cours des mois écoulés, le sénateur républicain a parfois exprimé son désaccord avec les orientations du locataire de la Maison Blanche, comme lorsqu'il a refusé de voter l'abrogation de la loi sur la couverture maladie de Barack Obama, connue sous le nom d'Obamacare.

Mais il a aussi exprimé ses doutes sur le président lui-même, comme fin août lorsqu'il a estimé qu'il était "mal informé" et pouvait être "impulsif dans sa parole et son comportement"

Venezuela/Après la victoire du camp au pouvoir aux élections régionales

Maduro : un "message fort" envoyé aux Etats-Unis et leurs alliés

AFP
Caracas/Venezuela

LE président du Venezuela Nicolas Maduro a estimé hier que les Vénézuéliens avaient envoyé "un message fort" aux Etats-Unis et à leurs alliés lors des élections régionales largement remportées par le camp au pouvoir.

"Notre peuple a envoyé un message fort à l'impérialisme, à Trump, à ses alliés régionaux et à la droite locale", a déclaré le chef de l'Etat socialiste lors d'une conférence de presse, deux

jours après le scrutin contesté.

Officiellement, le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), au pouvoir, s'est imposé dans 17 des 23 Etats du pays, selon le Conseil national électoral (CNE). Au niveau national, le chavisme - du nom du défunt Hugo Chavez, président de 1999 à 2013 et mentor de M. Maduro - obtient 54% des votes, contre 45% à ses adversaires.

Les Etats-Unis ont "condamné" lundi des élections "ni libres ni justes". L'UE, de son côté, a déclaré que les résultats des élections ne modifiaient pas sa



Photo : AFP

Le président du Venezuela Nicolas Maduro : "Notre peuple a envoyé un message fort à l'impérialisme, à Trump, à ses alliés régionaux et à la droite locale."

"ligne de conduite". Les 28 Etats membres de l'UE ont

récemment donné leur "accord de principe" à la mise

en place de sanctions contre le régime du président Maduro en réponse à la répression contre l'opposition.

Aucun observateur international n'avait été accepté par les autorités pour le vote.

Ce scrutin intervenait alors que le Venezuela est plongé dans une grave crise économique et politique, même si le calme semblait revenu depuis deux mois, après la vague de manifestations souvent violentes qui a submergé le pays d'avril à juin, faisant 125 morts.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Politique.** Zuma limoge un de ses ministres les plus critiques

Le président sud-africain Jacob Zuma a sèchement écarté hier de son gouvernement l'un des ministres les plus critiques à son endroit, Blade Nzimande (Education supérieure), s'attirant les foudres de son propre parti, le Congrès national africain (ANC) comme de l'opposition.

• **Nigeria/Violences.** 29 morts dans des affrontements intercommunautaires

Au moins 29 personnes, selon un responsable local, vingt selon la présidence du Nigeria, ont été tuées dans l'Etat du Plateau, dans le centre du pays, après un regain de violences entre éleveurs musulmans et cultivateurs chrétiens, amenant le président Muhammadu Buhari à ordonner aux forces de l'ordre de "stopper cette folie".

• **Togo/Troubles.** Quatre morts à Sokodé

Deux adolescents et deux soldats ont été tués dans de violents heurts entre la population et les forces de l'ordre à Sokodé, la deuxième ville du Togo, après l'arrestation d'un imam proche de l'opposition.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attentats.** 71 morts dans deux attaques



Photo : AFP

Deux attaques longues de plusieurs heures ont fait 71 morts et 170 blessés hier en Afghanistan, dans une région troublée à la frontière pakistanaise, des opérations présentées comme une riposte à de récents raids américains.

• **Iran/Nucléaire.** Téhéran refuse toute nouvelle "condition"

Téhéran a mis en garde hier les gouvernements européens contre la tentation d'imposer de nouvelles conditions à la poursuite de l'application de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015.

• **Syrie/Conflit.** L'EI perd Raqa, son principal fief en Syrie

La ville de Raqa, l'ex-capitale du groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie, est tombée totalement hier aux mains de forces soutenues par les Etats-Unis après plusieurs mois de combats dévastateurs (3 250 morts dont 1 130 civils).